SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1855.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Projet de loi, concernant des crédits supplémentaires au budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1855.

(Voir le N° 224, session 1854-1855, et le N° 35, session 1855-1856 de la
Chambre des Représentants.)

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président; le Comte DE RIBEAUCOURT,
CORBISIER, JAMAR, DE BLOCK.

MESSIEURS,

Votre Commission de l'Intérieur a examiné le projet de loi, tendant à allouer au département de l'intérieur, trois crédits s'élevant ensemble à la somme de 59,673 fr. 69 cent., pour solder des dépenses, qui se rapportent aux exercices 1852, 1853, 1854.

Nous devons commencer, Messieurs, pour traduire l'opinion de tous les membres de la commission, par protester hautement contre l'abus des crédits supplémentaires. Il est déplorable de voir se renouveler des faits, contre lesquels tant de récriminations se sont élevées dans le parlement. Au Gouvernement incombent l'obligation et le stricte devoir, de se renfermer dans les limites tracées par les budgets adoptés.

Sans revenir à cet égard sur toutes les recommandations faites par la législature, le Gouvernement ne doit pas se dissimuler, que, si de telles demandes se trouvaient de nouveau soumises à nos délibérations, elles seraient énergiquement combattues, et il faudrait des motifs de la plus haute gravité pour les justifier. La Commission est du reste persuadée que le Ministère a su apprécier la justice de ces plaintes, et que de telles irrégularités ne sont plus à craindre.

Le crédit demandé, Messieurs, présente trois numéros, qui traitent d'objets tout à fait différents et qui se répartissent de la manière suivante :

1° Matériel de l'administration centrale, pour payer des dépenses sur les exercices 1853 et 1854 fr. 50,119 03

2° Indemnité restant due au sieur William Word, à Borgerhout, pour payer la somme dont le Gouvernement est resté débiteur envers le sieur Word, pour

régler les indemnités dues à cet industriel, du chef des opérations de son établissement—modèle de blanchiment et d'apprêts fr. 1,127 »

3° Commissions médicales provinciales, pour frais de route et autres dépenses relatives à l'exercice 1853 fr. 8,427 61

Sans vouloir rappeler ici toutes les objections sérieuses que le crédit n° 1 a rencontrées à la Chambre des Représentants, Votre Commission, Messieurs, a été surtout surprise de voir les irrégularités graves que s'était permises le Ministère précédent, contre les lois sur la comptabilité. On transfère, avec son autorisation, sur l'exercice 1854, des dépenses qui n'avaient pu être acquittées sur l'exercice 1853 auquel elles appartiennent; et l'on impute sur l'exercice 1855, des dépenses faites dans des années antérieures et pour lesquelles le Budget ouvert n'offre plus de somme disponible.

Le Crédit n° 5 paraît à votre commission, Messieurs, le résultat de l'état d'incertitude qui pèse sur les commissions médicales. Ces institutions appellent des réformes, nous n'en disconvenons pas, mais tant qu'elles subsisteront, le Gouvernement doit veiller à leur administration financière, et surtout ne permettre jamais que les crédits alloués dans les budgets se trouvent dépassés.

M. le Président de la Commission met aux voix la demande de ces crédits : trois membres admettent le crédit ; deux réservent leur vote.

Le Président,
D'OMALIUS.

Le Rapporteur,
DE BLOCK.